

Sortie de la Grèce de l'euro: le compte à rebours est lancé !

Dimanche 17 juin ! Ce jour pourrait bien rester dans l'histoire comme celui où la Grèce aura choisi de sortir de la zone Euro. C'est en effet à cette date, coïncident avec le second tour des élections législatives en France qu'auront lieu les élections législatives en Grèce. Si un gouvernement "pro-Europe et pro-austérité" n'est pas élu, il est fort probable que la Grèce sorte de l'Euro, à un horizon de 1 à 3 mois.

La banque privée Pictet & Cie a réalisé une infographie très claire de la situation actuelle en Grèce, en exposant les trois principaux scénarios possibles suite aux élections de dimanche.

Scénario 1: Un gouvernement "viable" adopte les mesures d'austérité du mémorandum. Ce scénario implique une victoire des deux partis pro-austérité (Nouvelle Démocratie et le PASOK) aux élections législatives. En effet, si cette coalition arrive à obtenir au moins 151 des 300 sièges de l'Assemblée grecque, alors les plans du FMI pourront continuer d'être appliqués, ce qui implique que la Grèce recevrait toujours les aides financières de la troïka. Cette hypothèse est jugée comme "peu probable" par la banque suisse. Mais si l'on regarde l'ensemble des sondages réalisés en Grèce entre le 15 mai et le 1er juin (les sondages n'étant plus autorisés depuis), une coalition Nouvelle Démocratie + PASOK l'emporte sur 7 des 17 sondages.

Le site d'actualité OkeaNews, spécialisé sur la Grèce, a recensé l'ensemble des sondages et l'implication sur la composition de l'Assemblée nationale. En Grèce, le parti majoritaire obtient 50 sièges à l'Assemblée ; les 250 sièges restant étant distribués selon le principe de la proportionnalité. Si le parti Nouvelle Démocratie arrive en tête, devant le parti d'extrême gauche Syriza, alors il y a une très forte probabilité que la Grèce continue les mesures d'austérité. Dans le cas contraire, nous passons donc au scénario 2 et 3.

Scénario 2: Une coalition anti-austérité obtient la majorité à l'Assemblée Nationale. Les plans d'austérité, qui conditionnent le versement des tranches d'aides de la troïka ne sont plus appliqués. Ne pouvant plus se financer sur les marchés (taux d'intérêt trop élevé) et sans une aide de l'Europe, les banques grecques pourraient très rapidement devenir insolvables, et l'Etat grec ne serait plus en mesure de faire face à ses engagements. La Grèce aurait donc besoin de sa propre banque centrale pour financer l'Etat et recapitaliser les banques, et sa propre monnaie dévaluée pour regagner en compétitivité. La Grèce sortirait alors de l'Union Européenne (car selon les traités, une sortie de l'euro implique une sortie de l'U.E). S'en suivrait alors une période de très forte inflation en Grèce (renchérissement des importations, monétisation de la dette = hausse de la base monétaire...).

Scénario 3: Même début de scénario que précédemment, sauf qu'ici l'Union Européenne continue d'aider la Grèce, même si le nouveau gouvernement grec ne tient pas ses engagements d'austérité et de réduction du déficit. Ce scénario est possible, étant donné les craintes pour la stabilité de la zone et

les pertes colossales qui seraient causées par une sortie de la Grèce de la zone. Dans ce cas là, et selon la banque Pictet & Cie, il faudrait donc soit (1) monétiser la dette de la Grèce, en acceptant par exemple que la BCE rachète de la dette directement sur les marchés via le Securities Markets Programme (SMP) ou un Quantitative Easing (QE), soit (2) transférer la dette grecque vers un fond européen (plus ou moins directement, par exemple en utilisant le Mécanisme Européen de Stabilité, le MES, ou via la création d'Eurobonds), soit (3) accepter un nouveau défaut grec, en encaissant une nouvelle fois des pertes (avec ici une perte aussi pour la BCE, et non pas uniquement pour le secteur privé comme lors du Private Sector Involvement de février).

Ce scénario, en plus de l'aléa moral énorme qui serait créé, ne réglerait pas le problème de la dynamique de la dette. Sans réduction des déficits et retour à un quasi-équilibre budgétaire partout en Europe, la crise de la dette ne pourra être résolue, étant donné le poids actuel de la dette et la croissance faible attendue en zone euro dans les années à venir. Pour le Capitaine, le seul avantage de ce scénario serait de faire gagner un peu de temps à la zone euro, en évitant une sortie désordonnée de la Grèce à un moment où l'Espagne est plus que fragile.

Conclusion: La banque Pictet & Cie estime à 45% la probabilité d'assister à une sortie de la Grèce de la zone euro dans les trois prochains mois! L'été sera chaud, l'été sera chaud !